

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	49	31

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : GEMAPI -
Système d'endiguement du territoire de la
CASA - Approbation de la liste des
ouvrages soumis à autorisation au titre du
« Décret digues » - Demande de
prorogation pour le dépôt des dossiers
réglementaires par le SMIAGE

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2022.013

Date de la convocation :
Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur DERMIT,

La compétence GEMAPI a été créée notamment pour garantir la bonne gestion des ouvrages de protection contre les inondations. En parallèle et depuis 2015, la réglementation sur les digues est passée à une réglementation axée sur les « systèmes d'endiguement ».

Ainsi, suite au décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 dit « décret digues », les autorités gémapiennes doivent définir leurs systèmes d'endiguement et demander une autorisation environnementale aux services de l'Etat pour pouvoir gérer ces ouvrages. Cette obligation implique de dresser un inventaire de ces aménagements, de définir les zones protégées et le niveau de protection.

L'échéance était initialement fixée au 31 décembre 2021, toutefois le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 accorde un délai supplémentaire de 18 mois pour mener à bien cette démarche, sous réserve de motivations liées à des circonstances locales et de l'obtention d'une dérogation du Préfet.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, plusieurs systèmes d'endiguement répondent aux critères de classe « C », tels que définis dans l'article R.214-113 du Code de l'Environnement, c'est-à-dire : *« Population protégée ≤ 3000 personnes si le système d'endiguement comporte essentiellement une ou plusieurs digues établies antérieurement à la date de publication du décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques, ou, pour les autres systèmes d'endiguement, : $30 \text{ personnes} \leq \text{Population} \leq 3000 \text{ personnes}$ ».*

Ces systèmes d'endiguement sont les suivants :

Sur Villeneuve-Loubet :

- Digues des Ferrayonnes en rive gauche et en rive droite du Loup,
- Digue en rive gauche du Loup dans le centre,
- Digue sur le Vallon du Pied de Digue,

Sur Biot :

- Digue Muratore en rive gauche de la Brague,
- Digues sur le Vallon des Horts,
- Digues sur le Vallon des Combes aval,

La CASA a délégué au SMIAGE Maralpin les études, la gestion et les travaux relatifs à ces ouvrages. La charge de travail élevée de ce syndicat, notamment pour établir les dossiers des systèmes d'endiguement plus importants et pour faire face aux urgences de la tempête Alex, n'a pas permis de tenir les délais impartis. Une demande de prorogation de 18 mois est donc sollicitée auprès du Préfet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le classement des systèmes d'endiguement identifiés en classe « C » au titre des articles R.214-112 et R.214-113 du Code de l'Environnement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à demander au SMIAGE de déposer une demande de prorogation de délai pour le dépôt du dossier d'autorisation des ouvrages concernés.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le classement des systèmes d'endiguement identifiés en classe « C » au titre des articles R.214-112 et R.214-113 du Code de l'Environnement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à demander au SMIAGE de déposer une demande de prorogation de délai pour le dépôt du dossier d'autorisation des ouvrages concernés.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_013
Nature : DE - Deliberations
Objet : Système d'endiguement du territoire de la CASA -
Approbation de la liste des ouvrages soumis à
autorisation au titre du " Décret digues " - Demande de
prorogation pour le dépôt des dossiers règlementaires
par le SMIAGE
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : szrW5nA

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_013-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_013
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Système d'endiguement du territoire de la CASA - Approbation de la liste des ouvrages soumis
à autorisation au titre du " Décret digues " - Demande de prorogation pour le
dépôt des dossiers règlementaires par le SMIAGE
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_013-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N